



**CCI LYON METROPOLE
SAINT-ETIENNE ROANNE**



**Banc National d'Epreuve
Saint-Etienne**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte
Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

MARCHE N°25LM07MP

**FOURNITURE D'UNE ENCEINTE CLIMATIQUE POUR
LE BANC NATIONAL D'EPREUVE DES ARMES**

POUVOIR ADJUDICATEUR
CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE

Place de la Bourse
69289 LYON CEDEX 02
Tél : 04 72 11 33 47

<https://www.lyon-metropole.cci.fr>

ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE :
BANC NATIONAL D'EPREUVE DES ARMES

Zone Industrielle Molina La Chazotte
5 rue de Méons - CS 40147
42004 Saint-Etienne cedex 1

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr
Cellule régionale de la commande publique : marches@lyon-metropole.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	3
4 - Durée et délais d'exécution.....	4
4.1 - Durée du contrat	4
5 - Prix.....	4
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	4
5.2 - Modalités de variation des prix.....	4
5.3 Clause de variation de prix à seuil de déclenchement	5
5.4 - Clause butoir.....	5
6 - Garanties Financières.....	5
7 - Avance	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
7.2 - Garanties financières de l'avance	5
8 - Modalités de règlement des comptes.....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	6
8.3 - Délai global de paiement.....	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
10 - Développement durable.....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations.....	8
11.1 - Vérifications	8
11.2 - Décision après vérification.....	8
12 - Garantie des prestations.....	9
13 - Maintenance	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
14.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	9
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	10
15 - Assurances.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
17 - Règlement des litiges et langues.....	11
18 - Dérogations.....	11
19 - Clauses techniques particulières	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

L'Acquisition d'une enceinte climatique dont la fonction sera de simuler des conditions environnementales sur des protections balistiques pour évaluer leur résistance aux tirs à différentes températures ou après des cycles de vieillissement de longue durée.

Les prestations attendues :

- La fourniture d'une enceinte climatique
- L'installation, le câblage et la mise en service
- La formation des utilisateurs
- La maintenance corrective
- La maintenance préventive

Lieu(x) d'exécution :

BANC NATIONAL D'EPREUVE

5 Rue de Meons

42000 SAINT-ETIENNE

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition des prix forfaitaires (DPF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les fiches techniques
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 2 ans.

La durée du contrat inclut la période de garantie et de maintenance, laquelle prend effet à compter de la date de notification de la décision d'admission de l'équipement.

La prestation débute à compter de la date de notification du contrat.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 17/11/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 15/11/2027.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations du bordereau des prix forfaitaires.

Ce prix comprend l'emballage, le transport, l'installation, la mise en service au BNE, la fourniture des plans, schémas et notices descriptives, ainsi que les assurances, la garantie et la formation des utilisateurs.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

Pour la maintenance du matériel (maintenance préventive et corrective)

$$C_n = 100\% (ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHTrev-TS « Indice du coût horaire du travail révisé ».

5.3 Clause de variation de prix à seuil de déclenchement

Dans le cadre de la révision annuelle, les modalités de variation de prix ne se déclencheront que dans la mesure où l'augmentation est strictement supérieure à 1%.

5.4 - Clause butoir

L'augmentation du prix résultant de la révision sera limitée à un maximum de 3% par an. En cas de dépassement, l'augmentation doit être dûment justifiée, et pourra faire l'objet le cas échéant d'un accord avec le pouvoir adjudicateur.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002170200019
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 25LM07MP

Contact comptabilité facturation : fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

- Les textes officiels applicables (lois, décrets, arrêtés, circulaires) relatifs aux équipements techniques, à la sécurité et à la protection de l'environnement, ainsi qu'à la gestion des fluides frigorigènes (notamment articles R. 543-75 à R. 543-123 du Code de l'environnement et arrêté du 29 février 2016).
- La réglementation du travail concernant la sécurité des utilisateurs et la prévention des risques liés à l'utilisation d'équipements électriques et frigorifiques.
- Les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux équipements de laboratoire ou industriels.
- Les normes pertinentes, en particulier :
 - FD X 15-140 (AFNOR) : caractérisation et vérification des enceintes climatiques et thermostatiques.
 - DIN 12880 : exigences de performance et de sécurité pour les enceintes de laboratoire.
 - NF C 15-100 : règles de l'art pour les installations électriques si l'enceinte nécessite une alimentation dédiée.
- Les obligations relatives au contrôle d'étanchéité, à la déclaration et à la gestion des fluides frigorigènes, conformément à la réglementation en vigueur.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- veille réglementaire et mise en œuvre des dispositions prévues en matière d'environnement (fluides, huiles, gaz...)
- privilégier, lorsque cela est possible, des équipements bénéficiant d'un écolabel reconnu ou, à défaut, justifier de caractéristiques environnementales équivalentes.
- amélioration de l'efficacité énergétique,
- gestion des déchets, évacuation des pièces, fluides frigorigènes et produits usagés conformément à la réglementation en vigueur.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le Responsable Laboratoire.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont les suivantes :

Une garantie contre tout vice de matière, de fabrication, de montage et de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges.

Cette garantie couvre les pièces (hors consommables soumis à une usure normale), la main d'œuvre, les transports et les déplacements.

Durant la période de garantie, le Titulaire s'engage à effectuer les dépannages dans un délai maximum de 3 jours ouvrables après réception d'une demande d'intervention par courrier électronique du BNE. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures.

En cas d'indisponibilité, la période de garantie est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt de l'Équipement.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 2 ans à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour non-respect des arrêtés en vigueur	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect des lois, décrets et arrêtés en vigueur, il sera appliqué une pénalité de 500 euros par infraction constatée.
Pénalité pour retard ou absence de remise des documents techniques	Forfaitaire	100,00 €	En cas de retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire, une pénalité de 100 euros par jour sera appliquée.
Pénalité de retard pour une intervention de dépannage	Forfaitaire	100,00 €	Une pénalité de 100 euros dès l'appel du responsable du site, en cas de dépassement du délai contractuel de dépannage défini.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 12 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

19 – Clauses techniques particulières

L'Acquisition d'une enceinte climatique dont la fonction sera de simuler des conditions environnementales sur des protections balistiques pour évaluer leur résistance aux tirs à différentes température ou après des cycles de vieillissement de longue durée.

Caractéristiques requises :

- Dimensions internes : 1000 x 1000 x 1000mm, tolérance -30 / +100mm
- Dimensions extérieures maxi :
Largeur : 1400mm
Longueur : 2500mm
Hauteur : 2200mm
- Revêtement intérieur en acier Inoxydable.
- Enceinte sur roulette et stabilisateur
- Gamme de température : -50°C à +150°C minimum
- Vitesse de variation en température : $\pm 2^{\circ}\text{C}$ minimum
- Gamme en Humidité: +10 à +95 %Hr minimum
- Homogénéité : garantir des homogénéités inférieures à $\pm 1,5^{\circ}\text{C}$ et $\pm 3\%\text{Hr}$ sur tout le volume utile
- Programmation :
Programmation des cycles de température et d'humidité via interface tactile et d'enregistrer les données (sur l'enceinte ou via un ordinateur connecté).
Départ en différé des programmes possible
Sauvegarde de 30 programmes minimum
- Pas de système de déminéralisation intégrer pour la génération de l'humidité.
- Refroidissement par air.
- 4 étagères minimum d'une capacité de 100kg chacune.
- Hublot et éclairage intérieur non indispensable mais accepter si présent sur la conception d'origine (solution la moins onéreuse souhaitée).
- Alimentation électrique : triphasé 400V

Prestation supplémentaire :

Le marché prévoit des prestations supplémentaires : Maintenance annuelle de l'enceinte climatique, à réaliser sur une période de deux ans, à compter de la fin de la période de garantie.

Contenu des prestations de maintenance (si notifiée) :

Les prestations de maintenance comprennent, sans que cette liste soit limitative :

*Les types et conditions de maintenance proposés (préventive, corrective), et la fréquence des interventions

*Horaires d'ouverture

*Le niveau et la disponibilité du support technique

Livraison :

Livraison et mise en service prise en charge par le titulaire.

Documents à fournir après exécution

Le Titulaire remet au BNE, à la livraison de l'Équipement, toute la documentation afférente : certificat de conformité CE, notice de fonctionnement, notice d'utilisation avec plans et schémas électriques, manuel de maintenance, notice d'entretien, et instructions de sécurité.

Les instructions de sécurité doivent être impérativement remises en langue française.

Formation :

Une formation d'une demi-journée doit être prévue pour 4 personnes, couvrant l'utilisation et la maintenance d'une enceinte climatique.

Maintenance et support :

Plan de maintenance préventive

Le titulaire devra établir et mettre en œuvre un plan de maintenance préventive visant à garantir le maintien en conditions optimales de fonctionnement de l'enceinte climatique, conformément aux préconisations du constructeur.

Maintenance corrective

En cas de panne ou de dysfonctionnement, un service de maintenance corrective devra être assuré. Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai maximum de 3 jours ouvrables. Il détaillera dans son offre les procédures et modalités d'intervention prévues selon les types de pannes (diagnostic, réparation, remplacement de pièces, remise en service, etc.).

Disponibilité du support

Le titulaire devra garantir la disponibilité d'un support technique réactif, accessible pendant les heures d'ouverture du BNE.

Procédure de gestion des incidents

Une procédure claire et détaillée devra être mise en place pour la prise en charge et la résolution rapide des incidents techniques, incluant la réception des demandes, le diagnostic, l'information de l'utilisateur et la clôture de l'intervention.